

L'image du Juif et de l'Autre en Région de Bruxelles-Capitale

Analyse du sondage réalisé en
Région de Bruxelles-Capitale

Dr Joël Kotek

Synthèse

L'Institut Jonathas publie en février 2026 les résultats d'une troisième enquête consacrée à l'antisémitisme, cette fois-ci centrée sur Bruxelles. Cette étude est destinée à consolider et valider deux sondages antérieurs. Les résultats convergent de manière nette : l'antisémitisme contemporain ne saurait être considéré comme marginal, résiduel ou strictement conjoncturel. Loin d'avoir disparu, les préjugés antijuifs classiques persistent, se recomposent et s'articulent aujourd'hui à des facteurs politiques, religieux, générationnels et idéologiques clairement identifiables. S'ils sont fréquemment indexés sur le conflit israélo-palestinien, ils ne s'y réduisent pas et s'inscrivent dans une vision plus globale de l'altérité.

Méthodologie et cadre analytique

L'enquête a été réalisée par IPSOS du 2 au 6 juillet 2025 auprès de 600 habitants de la Région de Bruxelles-Capitale (Belges, binationaux et étrangers), selon une méthodologie comparable à celle des sondages politiques classiques. L'échantillon respecte les quotas de sexe et d'âge et, sans prétendre à une représentativité parfaite – notamment en raison d'une sous-représentation relative des Bruxellois musulmans –, il demeure statistiquement robuste pour analyser les attitudes et les écarts entre segments de population.

Le questionnaire comprend 26 questions et une centaine d'items portant sur les représentations de l'"Autre" (Juifs, femmes, personnes LGBTQIA+), le rapport au conflit israélo-palestinien, le complotisme et certaines connaissances factuelles. Afin de limiter les biais d'autodéclaration, l'étude privilégie une approche indirecte, distinguant l'"antisémitisme de préjugés" (adhésion à des stéréotypes classiques) et l'"antisémitisme d'agression" (tolérance ou justification d'actes hostiles visant des Juifs ou des lieux juifs sous couvert politique).

Près d'un répondant sur deux (49 %) considère que l'antisémitisme est un problème qui concerne l'ensemble de la société, contre 20 % qui estiment qu'il ne concernerait que les Juifs. Cette conscience civique, plus faible qu'en France, coexiste néanmoins avec une banalisation préoccupante de représentations stéréotypées, y compris chez des répondants se déclarant progressistes ou antiracistes. L'étude ne vise pas à qualifier globalement "les Bruxellois" d'antisémites – catégorie sociologiquement impropre –, mais à mesurer la diffusion de tropes antijuifs et les écarts significatifs entre groupes.

Persistance des tropes antisémites classiques

Les résultats mettent en évidence une résilience élevée de stéréotypes hérités de traditions religieuses, politiques et complotistes. Ces représentations sont souvent exprimées sur le mode de l'évidence, ce qui favorise leur banalisation, notamment dans les espaces numériques.

Ainsi, 40 % des répondants estiment que les Juifs contrôlent la finance et les banques ; 25 % les tiennent pour responsables de crises économiques ; 22 % considèrent que les Juifs belges ne sont "pas vraiment des Belges comme les autres". Le trope le plus largement partagé demeure celui de la "solidarité juive" : 70 % des répondants estiment que les Juifs sont "très soudés entre eux". Au total, plus de la moitié des items testés recueillent l'adhésion d'au moins un tiers de l'échantillon, signe d'une diffusion structurelle des préjugés.

Si les opinions antisémites traversent l'ensemble des familles sociales et politiques, leur intensité est nettement plus élevée dans certains segments structurés autour de trois pôles principaux :

- les extrêmes politiques, tant à droite qu'à gauche (notamment parmi les sympathisants du PTB)
- les jeunes générations ;
- certains groupes définis par des facteurs ethnoreligieux, en particulier les Bruxellois musulmans et, dans une moindre mesure, les catholiques pratiquants.

L'étude insiste sur la nécessité de ne pas essentialiser ces groupes. L'islam belge, notamment, est pluriel et hétérogène. Les écarts observés n'en demeurent pas moins statistiquement robustes et récurrents.

Religion, conservatisme et complotisme

Les données confirment l'existence d'un "effet religion" déjà mis en évidence par plusieurs enquêtes européennes. Les répondants musulmans présentent des niveaux d'adhésion significativement plus élevés à certains stéréotypes antijuifs : 56 % estiment que les Juifs sont trop présents dans les médias et la politique (contre 31 % dans l'ensemble de l'échantillon) et 51 % les tiennent pour responsables de nombreuses crises économiques.

Ces représentations s'inscrivent dans un éthos socio-politique plus large, caractérisé par un conservatisme moral et une défiance envers les principes d'égalité. Ainsi, près de la moitié des répondants musulmans estiment qu'une femme doit obéir à son époux, seuls 31 % se déclarent favorables à l'adoption par des couples de même sexe et plus de 50 % adhèrent à des thèses complotistes telles que la négation de l'alunissage.

Politisation de l'antisémitisme

La politisation apparaît comme un facteur structurant majeur. L'étude montre que l'antisémitisme n'est plus l'apanage de l'extrême droite. Plusieurs foyers distincts existent aujourd'hui, notamment à gauche. Parmi les sympathisants d'extrême droite, 69 % estiment que les Juifs instrumentalisent la Shoah et 72 % l'antisémitisme à des fins d'intérêt. Mais certaines représentations sont également très présentes chez les sympathisants du PTB : 33 % considèrent les Juifs comme une "race inassimilable", et moins d'un sur deux juge antisémite le fait de taguer un lieu juif pour protester contre Israël.

Une tolérance préoccupante à l'agression

La dimension la plus alarmante réside dans la banalisation potentielle du passage à l'acte. Une proportion significative des répondants ne qualifie pas d'antisémite des comportements tels que le tagage d'une synagogue, l'insulte ou la menace d'un Juif supposé sioniste lors d'une manifestation ou sur les réseaux sociaux. Globalement, 22 % des répondants jugent ces actes légitimes, acceptables ou compréhensibles, proportion qui atteint plus de 40 % chez les sympathisants des extrêmes politiques.

Fossé générationnel et renversement accusatoire

Contrairement à une idée reçue, les jeunes générations apparaissent plus perméables à plusieurs tropes antisémites que leurs aînés. Dans un univers informationnel fragmenté et peu contextualisé, les

analogies extrêmes jouent un rôle central : près de 40 % des 18-35 ans estiment que "les Israéliens se comportent comme des nazis" et une proportion similaire considère que la Shoah est instrumentalisée par les Juifs pour défendre Israël. Ces comparaisons fonctionnent comme des mécanismes de renversement accusatoire, minimisant l'histoire de l'antisémitisme tout en légitimant une hostilité présentée comme morale.

Antisémitisme et ethos conservateur

L'enquête met en évidence un lien structurel entre antisémitisme et conservatisme des valeurs. L'indice d'"ethos conservateur" construit pour l'étude montre que plus un segment adhère à une vision hiérarchique, patriarcale et religieuse du monde, plus la propension à adhérer à des représentations antijuives augmente. Antisémitisme, complotisme et rejet des principes des Lumières tendent ainsi à se renforcer mutuellement.

Recommandations

Face à ces constats, l'Institut Jonathas appelle à une réponse collective articulant clarification normative, prévention, éducation et responsabilité des médiations politiques et médiatiques. Il plaide notamment pour l'officialisation de la définition de travail de l'IHRA, afin de mieux identifier certaines formes d'antisionisme radical lorsqu'elles réactivent des schémas antisémites, sans entraver la critique légitime des politiques israéliennes. Le rapport insiste enfin sur le renforcement de l'éducation historique et de la littératie numérique, ainsi que sur une vigilance accrue face à la tolérance croissante envers les agressions symboliques et matérielles.